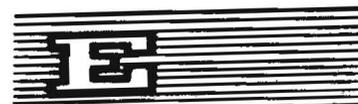




NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



50470
Distr.
GENERALE
E/ECA/CM.11/43/Résumé
5 avril 1985
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abéba (Ethiopie)
15-22 avril 1985

Point II.2(d) de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Vingtième session de la Commission/
Onzième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abéba (Ethiopie)
25-29 avril 1985

Point II.2(d) de l'ordre du jour provisoire*

RENFORCEMENT LA PLANIFICATION ET LES POLITIQUES AGRICOLES EN AFRIQUE

PARTIE B

UN REEXAMEN DES STRATEGIES DE PLANIFICATION

Résumé

* E/ECA/TPCW.6/1/Rev.1

* E/ECA/CM.11/1/Rev.1

AMELIORER LA PLANIFICATION ET LES POLITIQUES AGRICOLES EN AFRIQUE
(UN REEXAMEN DES STRATEGIES DE PLANIFICATION)

RESUME

Introduction

La présente étude porte sur l'examen critique de la crise alimentaire que connaît aujourd'hui l'Afrique ainsi que sur les solutions à long terme à adopter pour y remédier. Y sont également analysées, les conséquences, pour le développement agricole, des stratégies et politiques de développement appliquées dans le passé par les pays de la région. En outre des stratégies de planification faisant appel à l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, projets et programmes ont été examinées dans le cadre des réformes à effectuer. Des propositions ont ensuite été formulées sur la formation en matière de planification agricole ainsi que l'apport éventuel de la CEA dans ce domaine.

La crise en Afrique sub-saharienne

D'une manière générale, la crise en Afrique se reflète dans un certain nombre de facteurs économiques et sociaux, notamment le revenu par habitant, le rapport disponibilités alimentaires / population, le déficit vivrier, l'état nutritionnel et les entrées de devises. Il ressort d'une analyse de la situation que le déficit vivrier s'accroît : de fait, environ 30 p. 100 de la population souffrent aujourd'hui de sous-alimentation et de malnutrition et la dépendance de la région vis-à-vis du reste du monde s'aggrave dans de nombreux domaines, y compris en ce qui concerne les ressources vivrières. La pénurie de devises a atteint un niveau alarmant et la croissance du revenu par habitant est faible, sinon négative. La solution à ses problèmes, est-il souligné dans l'étude passe prioritairement par le développement du secteur agricole.

Des politiques et des institutions inappropriées

C'est dans la mise en oeuvre, par les gouvernements, africains, de stratégies, politiques et méthodes de planification inappropriées qu'il faut chercher l'origine première de la crise actuelle. Certaines de ces politiques conduisent à un déséquilibre entre les prix pratiqués à la ville et ceux pratiqués à la campagne, lequel est favorable aux populations urbaines et parmi celles-ci, il y a l'élite. Du fait de ces politiques, les prix des denrées alimentaires et des produits agricoles, maintenus à un bas niveau, se traduisent par une baisse des recettes des paysans qui en conséquence, se détournent de la production. En outre, le rapport prix intérieurs : prix internationaux stimule l'importation, à l'intention des populations urbaines, de denrées alimentaires meilleur marché donc pratiquement subventionnées, ce qui pousse à la production de produits non agricoles à forte intensité de capital. L'échec des stratégies adoptées est imputable premièrement au fait qu'elles ont été mises en oeuvre dans le cadre de politiques inappropriées, deuxièmement au coût exorbitant de

leur application et troisièmement au taux élevé de dépendance vis-à-vis des importations. Dans le passé, les stratégies étaient caractérisées par le manque d'harmonie entre les politiques et les structures ainsi qu'entre les méthodes et le processus de planification. Par ailleurs, la gestion des ressources et la prise de décision étaient l'affaire exclusive du secteur public, la planification faisant l'objet de décisions arrêtées au sommet et transmises à la base.

L'étude souligne que la création d'institutions inappropriées a été encouragée en Afrique. C'est le cas dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la recherche agricole. Ainsi, dans le domaine de la santé, on a préféré promouvoir la médecine curative au détriment d'une médecine préventive qui comprendrait des éléments de planification de la famille. Le système éducatif a privilégié l'élite et négligé le travail de la terre. Quant à la recherche agricole, elle a été axée sur les cultures de rapport, négligeant les préoccupations des petits exploitants. Enfin, le mouvement coopératif, imposé du sommet et incapable par conséquent de tenir compte des véritables conditions de vie en milieu rural, a manqué tous les objectifs qui lui ont été assignés.

Les ressources humaines et financières

La situation était également caractérisée par une pénurie de ressources, qu'elles soient humaines ou financières. Dans le domaine de la production alimentaire et du développement agricole, celles-ci ont généralement été affectées à des mesures à court terme plutôt qu'à des actions à long terme. Les pays de la région, contraint dorénavant de compter beaucoup plus sur leurs propres forces qu'il ne l'ont fait jusque-là, devront réviser leurs politiques et procéder à une redistribution des ressources. Dans le processus de redistribution des ressources, l'on devra accorder à l'agriculture la priorité qu'elle mérite. Par ailleurs, l'aide extérieure devra servir d'appoint pour la mise en oeuvre de programmes soutenus de développement à long terme destinés à accroître la productivité agricole.

Révision des stratégies de développement agricole

L'étude souligne que le secteur agricole en Afrique est essentiellement caractérisé par le grand nombre de petits exploitants. Cette caractéristique devra constituer la clé de voûte des stratégies et politiques de développement à mettre au point pour ce secteur : ces millions de petits exploitants détiennent les leviers de la prise de décision en ce qui concerne la mise en valeur de précieuses ressources. Aussi leurs aspirations devront-elles être prises en compte, dès le départ, dans toute action de révision des politiques et des méthodes de planification agricole en vigueur. Qui plus est, étant donné que la plupart des gouvernements africains souscrivent au principe selon lequel les bienfaits du développement devraient profiter largement à toutes les couches sociales l'amélioration de la situation des petits exploitants agricoles constitue un grand pas dans la poursuite de l'objectif recherché pour l'ensemble de la société.

En Afrique, les stratégies de développement devront également tenir compte du fait que le passage à l'ère du développement industriel, laquelle se traduit par un déclin du secteur agricole, ne se fera pas de si tôt. Par conséquent, il faudra conférer à l'agriculture un rôle de premier plan pour plusieurs raisons : l'accroissement de la production des petits exploitants agricoles stimulera l'augmentation du revenu; le revenu du monde rural créera à son tour une demande de biens et services produits en dehors du secteur agricole et partant contribuera à promouvoir la croissance dans les autres domaines d'activité; la région pourra plus facilement atteindre l'objectif de l'autosuffisance alimentaire et accroître ses exportations de produits agricoles, sources de devises indispensables pour promouvoir le développement.

Les composantes de politiques de développement agricole susceptibles de stimuler la croissance devront viser notamment à réduire les taux de change, réviser les prix internes de manière à améliorer les termes de l'échange en ce qui concerne les produits agricoles; promouvoir les techniques utilisant de la main-d'oeuvre; stimuler une forme de recherche agricole capable d'améliorer la productivité des petits exploitants; promouvoir des services de santé visant, entre autres objectifs, à réduire le taux de croissance démographique, améliorer la condition de la femme dans son double rôle de productrice et de mère; assurer l'éducation et la formation des populations rurales et stimuler la création de coopératives rurales.

Formation des planificateurs agricoles

La formation de la main-d'oeuvre agricole doit désormais être l'objet d'une attention toute particulière et s'adresser notamment aux petits exploitants, lesquels devront constituer le groupe-cible principal des actions des institutions nationales de développement agricole.

La formation des planificateurs devra, non seulement leur fournir les qualifications requises pour l'analyse des politiques, projets et programmes, mais également faire d'eux des gestionnaires avertis et leur permettre de coordonner efficacement les diverses activités de développement.

Pour l'essentiel, la planification agricole a trait à la mise en oeuvre des politiques. De par sa nature, la mise en oeuvre des politiques est une activité complexe qui, destinée à promouvoir le développement, influence le comportement des agents des secteurs agricole et rural selon le type de stratégies choisi.

L'analyse des projets constitue l'élément central de la formation de base des planificateurs agricoles. Utilisée dans le passé comme instrument-clé des activités de planification - ne s'agit-il pas du processus par lequel les politiques sont traduites en actes concrets ? - elle conservera ce rôle dans l'avenir. Toutefois, l'on devra éliminer certaines des insuffisances de ce système lesquelles découlent de ce que la conception du développement est mûrie au sommet et transmise à la base. Pour ce faire, il faudra associer directement les petits exploitants agricoles au

processus d'analyse des projets. Qui plus est, l'analyse des projets revêt une importance capitale pour la planification car elle permet de choisir les activités à réaliser et partant, d'utiliser au mieux des ressources limitées. La formation dans le domaine de l'analyse des projets est dispensée, entre autres organismes, par l'IDE, le Service de la formation de la FAO et des instituts sous-régionaux de formation. Il serait souhaitable que des séminaires soient organisés sur les thèmes suivants : l'établissement des prix et l'efficacité des coûts, la budgétisation et la programmation; et enfin la gestion des projets.

Toutefois, la formation dans le domaine de l'analyse des projets devra être renforcée par des programmes axés sur les services et les facteurs de production agricole, notamment la recherche agricole, les services de santé traitant entre autres, des questions démographiques et les coopératives rurales. Par ailleurs, les gouvernements devront s'attacher à assurer un équilibre entre la formation dans le domaine de l'analyse des projets et les connaissances en matière de coordination des activités des divers systèmes chargés de fournir des facteurs de production aux petits exploitants.

Les pays devront recenser les femmes possédant un niveau d'instruction adéquat, les inclure dans les programmes de formation afin de promouvoir la participation de la femme aux activités de planification.

En outre, pour référer à des études de cas, notamment celles qui ont trait à la dynamique du processus de planification c'est-à-dire les rapport entre les décideurs, planificateurs agricoles et petits exploitants.

Enfin, étant donné qu'il est peu probable que la formation dans le domaine de la planification agricole soit institutionnalisée à l'échelle régionale, il est recommandé la mise au point, sous l'égide et la supervision de la CEA, d'un "programme d'urgence" destiné à répondre aux besoins de l'Afrique en la matière.